

Marine

Le Pen

Emmanuel

Macron

# Economie

## Fiscalité - TVA Fiscalité - TVA

- Pour une «juste contribution ﬁscale» : refus de toute hausse de la TVA

*Pas de proposition*

Fiscalité - CSG Fiscalité - CSG

- Pour une «juste contribution ﬁscale» : refus de toute hausse de la CSG

- Hausse de la CSG de 1,7 point, en protégeant les chômeurs et 40% des ret plus modestes

Fiscalité - Impôt sur le Revenu Fiscalité - Impôt sur le Revenu

* Faire un payer l'impôt à tous les Français.
* Baisse de 10% de l’impôt sur le revenu sur les trois premières tranches
* Suppression du prélèvement à la source

- Possibilité pour les couples de choisir d'individualiser leur impôt sur le reven

Fiscalité - Niches ﬁscales Fiscalité - Niches ﬁscales

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Fiscalité - Fiscalité du Patrimoine Fiscalité - Fiscalité du Patrimoine

*Pas de proposition*

* Autoriser chaque parent à transmettre sans taxation 100 000 euros à chaque enfant tous les cinq ans (au lieu de quinze ans actuellement)
* Augmenter le plafond des donations sans taxation aux petits

F-iescnafalinttés-àE5v0a0s0io0neﬁusrocas,leégalement tous les cinq ans

## Fiscalité - Evasion ﬁscale

* Création d'une taxe sur l’activité réalisée en France par les grands groupes et les proﬁts qui auraient été détournés
* Privation d’accès aux marchés publics pour les multinationales qui pratiquent l’évitement ﬁscal et refusent de régulariser leur situation

*Pas de proposition*

Fiscalité - ISF Fiscalité - ISF

- Pour une «juste contribution ﬁscale» : maintien de l’ISF

-Transformation de l'ISF en impôt sur la rente immobilière. La part qu l'économie réelle, c'est

-à

-dire la détention d'entreprise ou d'action, ne serait plus imposée.

Fiscalité - Autres Fiscalité - Autres

- Création d'un bouclier social pour les indépendants en leur proposant le choix de s’aﬃlier au régime général ou de conserver la spéciﬁcité de leur régime après une refonte totale du RSI qui fonctionnera sur la base de l’auto

-déclaration trimestrielle des revenus

-Baisse nette de 20 milliards d'euros sur les prélèvements obligatoires p quinquennat.

- Exonération en trois ans de la taxe d'habitation pour 80 % des foyers, pou global de 10 milliards d'euros

Travail - Allocations Travail - Allocations

*Pas de proposition*

- Création d'un système universel d'assurance

-chômage ﬁnancé par l'impôt et piloté par l'Etat, ouvert aux entrepren agriculteurs, aux indépendants, aux professions libérales, ainsi qu'aux sal démissionnent, dans la limite d'une fois tous les cinq ans. Dans ce cadre, su de la part salariale des cotisations chômage, en plus de la cotisation maladi une hausse de la CSG d'1,7 point.

Travail - Loi Travail

* Hausse de la prime d'activité de 50%

## Travail - Loi Travail

* Nationalisation de l'UNEDIC et de la formation profesionnelle
* Obligation de se former pour être indemnisé au «bout d'un certain t chômage». Après la formation, suppression de l'indemnisation en cas de toute «oﬀre d'emploi raisonnable»
* Indemnisation des chômeurs même après une démission
* Suspension du versement des allocations chômage après le refus de plus oﬀres d'emploi «décent», pour un salaire qui n'est pas inférieur de plus de 20

-25 %» à l'ancien poste.

* Aides à la mobilité pour les chômeurs.
* Plan d'investissement de 50 milliards d'euros dont 15 milliards pour la form chômeurs et jeunes sans qualiﬁcationPlafond des indemnités revu à la baisse.
* Suppression du Régime social des indépendants (RSI)

- Retrait de la loi Travail

*Pas de proposition*

Travail - Formation Travail - Formation

* Revalorisation du travail manuel par l’établissement de ﬁlières professionnelles d’excellence (suppression progressive du collège unique, autorisation de l’apprentissage à partir de 14 ans)
* Création d'un dispositif «premier emploi» qui exonère totalement de charges la première embauche d’un jeune de moins de 21 ans par une entreprise et ce pour un délai maximum de deux ans
* Transfert aux établissements supérieurs d’enseignement général et professionnel la charge de trouver une oﬀre de stage à chaque étudiant

*Pas de proposition*

Travail - Souﬀrance Travail - Souﬀrance

*Pas de proposition*

- Les salariés au bord du burn out pourront être indemnisés en cas de démissi

Travail - Revenu Travail - Revenu

* Instaurer une Prime de Pouvoir d’Achat (PPA) à destination des bas revenus et des petites retraites (pour les revenus jusqu’à 1500 euros par mois), ﬁnancée par une Contribution Sociale sur les Importations de 3%


## Travail - Temps de travail/heures supplémentaires

* Augmentation de «près de 50%» du montant moyen de la prime d'activité coût supplémentaire de 2,1 milliards d'euros
* Revalorisation de 100 euros par mois de l'allocation adulte handicapé et du vieillesse

## Travail - Temps de travail/heures supplémentaires

* Maintien des 35h mais priorité aux accords de branche pour permettre aux salariés de travailler 39h payées 39h
* Déﬁscalisation des heures supplémentaires et maintien de leur majoration

- Assouplir mais maintenir les 35 heures tout en renvoyant «à l'accord de l'accord d'entreprise la possibilité de négocier d'autres équilibres» (perm jeunes de travailler plus de 35 heures, mais aussi aux seniors de réduire leur travail à 30 ou 32 heures...)

Travail - Transition numérique Travail - Transition numérique

* Création d'un secrétariat d’État dédié aux mutations économiques rattaché au ministère des Finances aﬁn d’anticiper les évolutions des formes de travail liées aux nouvelles technologies (ubérisation, robotisation, économie du partage…).
* Augmenter de 30% le budget public de la recherche et de l'innovation

*Pas de proposition*

Travail - Protection sociale Travail - Protection sociale

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Travail - Services publics Travail - Services publics

- La Poste et la SNCF resteront des entreprises publiques

*Pas de proposition*

Travail - Ubérisation Travail - Ubérisation

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Travail - Autres Travail - Autres

d’assurer la priorité nationale à l’emploi des Français

* Contrôle public du ﬁnancement des syndicats
* Suppression de la directive «détachement des travailleurs».
* Mise en place d'une taxe additionnelle sur l’embauche de salariés étrangers aﬁn

## Retraite

* Inscription dans la Constitution de la priorité nationale
* Fixation de l’âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour percevoir une retraite pleine
* Déﬁscalisation de la majoration des pensions de retraite pour les parents de famille nombreuse
* Revalorisation du minimum vieillesse (ASPA) partout en France, le conditionner à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France, ce qui permettra également d’augmenter les très petites retraites
* Instaurer une Prime de Pouvoir d’Achat (PPA) à destination des bas revenus et des petites retraites (pour les revenus jusqu’à 1500 euros par mois), ﬁnancée par une Contribution Sociale sur les Importations de 3%
* Moduler l'âge de départ à la retraite en fonction des métiers, en la faisant 60 ans minimum à 67 ans maximum
* Construire un régime universel de retraite indépendant du statut indépendant ou fonctionnaire)
* Rvalorisation de 100 euros par mois de l'allocation adulte handicapé et du vieillesse

## Retraite

Fonction publique Fonction publique

* Dégel et revalorisation du point d’indice pour les fonctionnaires. Préservation du statut de la fonction publique
* Élargissement et généralisation du troisième concours de la fonction publique et le réserver aux plus de 45 ans ayant au moins huit ans d’expérience dans le privé
* Suppression de 120 000 postes de fonctionnaires (50 000 pour l'Etat et 70 les collectivités locales)
* Retour au jour de carence

Dette publique Dette publique

- Réduction des dépenses de 60 milliards d’euros, qui seraient ramenés, après un mandat, aux alentours des 50% du PIB

- 60 milliards d'euros d'économies pour réduire la dépense publique de 3 poin en 5 ans (15 milliard d'économie sur l'assurance maladie, suppression de fonctionnaires...)

Entreprises - Commandes publiques Entreprises - Commandes publiques

* Respect des délais de paiement, pour l’État et les collectivités territoriales, en

- Réserve des commandes publiques aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable. Réserve d'une partie des commandes aux PME

Eanptprleiqpuraisnetsd-esChpéanrgaleitsés réellement impératives et automatiques

* Réduction signiﬁcative des charges sociales des TPE

-PME (le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif)

* Maintien du dispositif à taux réduit à 15% de l’impôt sur les sociétés pour les TPE

-PME et créer un taux intermédiaire à 24% (au lieu de 33%) pour les PME

* Création d'un dispositif «premier emploi» qui exonère totalement de charges la première embauche d’un jeune de moins de 21 ans par une entreprise et ce pour un délai maximum de deux ans

## Entreprises - Gestion

* Suppression de la directive «détachement des travailleurs». Mise en place d'une taxe additionnelle sur l’embauche de salariés étrangers aﬁn d’assurer la priorité nationale à l’emploi des Français
* Contrôle des investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de Sûreté Économique
* Réduction du nombre des obligations administratives liées au seuil social de 50 salariés et fusion des institutions représentatives du personnel entre 50 et 300 salariés (hors représentation syndicale) en une structure unique.
* Libération de l’accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels
* Division par deux du taux d’intérêt maximum (taux d’usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises et les ménages

## Entreprises - Charges

* Suppression de la totalité des charges «générales» au niveau du SMIC salariés
* Alléger les charges patronales jusqu'à 2,5 SMIC et à 10 points au niveau du S
* Pour tous les salaires: suppression des cotisations maladie et des c chômage( 3,1 points de charge) grâce à une augmentation de 1,7 point de l protégeant les chômeurs et 40% des retraités les plus modestes
* Transformation du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allège charges durable
* Mise en place d'un système de bonus

-malus dans les cotisations d'entreprise selon le recours au CDI par rapport au

* Pérennisation du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) so d'allègement de charges pérenne.
* Baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,3 à 25% pour rejoindre la

## Entreprises - Gestion

européenne

*Pas de proposition*

Entreprises - PME

Entreprises - PME

*Pas de proposition*

* Allègement administratif et ﬁscale sur les TPE

-PME : guichet unique dédié, généralisation du «titre emploi service entreprise» aux TPE, remplacement du compte pénibilité, «inapplicable dans sa forme actuelle», par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée

* Réduction signiﬁcative des charges sociales des TPE

-PME (le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif)

* Maintien du dispositif à taux réduit à 15% de l’impôt sur les sociétés pour les TPE

-PME et créer un taux intermédiaire à 24% (au lieu de 33%) pour les PME

Entreprises - Autres Entreprises - Autres

* Contrôle des investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de Sûreté Économique
* Division par deux du taux d’intérêt maximum (taux d’usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises et les ménages
* Création d'un dispositif «premier emploi» qui exonère totalement de charges la première embauche d’un jeune de moins de 21 ans par une entreprise et ce pour un délai maximum de deux ans
* Renationalisation des sociétés d’autoroutes «pour rendre aux Français un patrimoine qu’ils ont ﬁnancé et dont ils ont été spoliés»

- Instauration d'un bonus/malus pour les entreprises abusant des CDD courts

Recherche et innovation Recherche et innovation

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Finance Finance

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Commerce Commerce

*Pas de proposition*

- Interdiction d'importer et de vendre des produits provenant de l'étranger qui ne

respectent pas les normes imposées aux producteurs français

* Soutien au «fabriqué en France». Etiquetage obligatoire, clair et loyal
* Instauration d'un «protectionnisme intelligent» : soutien des entreprises face à la

Lcuotntceucrorenntcreeilnatepranuavtiroentaéle déloyale

## Lutte contre la pauvreté

* Baisse immédiate de 5% des tarifs réglementés du gaz et de l’électricité
* Maintenir la liberté et la pluralité des moyens de paiement
* Sécurisation des dépôts et l’épargne des Français en abrogeant la directive européenne sur l’Union bancaire et la disposition de la loi Sapin II qui prévoient la ponction ou le gel de l’épargne bancaire et des contrats d’assurance

-vie en cas de menace de crise bancaire

* Aggraver les sanctions contre les dirigeants d’entreprise coupables d’ententes ou d’agissements frauduleux qui ponctionnent une partie du pouvoir d’achat des consommateurs

- Prime de 15.000 euros pour les embauches en CDI des habitants des 200 prioritaires de la politique de la ville

Agriculture

* Application du patriotisme économique aux produits agricoles français pour soutenir paysans et pêcheurs, notamment au travers de la commande publiqu
* Interdiction d'importer et de vendre des produits provenant de l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français
* Soutien au «fabriqué en France». Etiquetage obligatoire, clair et loyal
* Transformation de la Politique agricole commune (Pac) en Politique agricole française avec des critères de subventions ﬁxés par la France
* Arrêt de l’explosion des normes administratives et encouragement à l’installation des jeunes agriculteurs, par le biais de déﬁscalisations durant les premières années

## Pêche

Agriculture

* Renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs dans le respect de la l européenne pour qu’ils fassent le poids face aux industriels et aux distributeu
* Encourager les circuits courts et « la montée en gamme » des produits.
* Lancement d'un programme d’investissements d’avenir agricole dès le quinquennat, sur la période 2017

-2022.

* Un « système de paiement pour services environnementaux [...] à hauteu 000 euros par an. »
* Réviser toutes les normes inutiles dans les cinq années à venir.
* Ajouter à la PAC un « système de subventions contracycliques de garant prix ou le chiﬀre d’aﬀaires. »

## Pêche

- Application du patriotisme économique aux produits agricoles français pour soutenir paysans et pêcheurs, notamment au travers de la commande publique

*Pas de proposition*

Infrastructures Infrastructures



|  |  |
| --- | --- |
| - Soutien de l’eﬀort d’investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...) | *Pas de proposition* |
| - Renationalisation des sociétés d’autoroutes «pourpatrimoine qu’ils ont ﬁnancé et dont ils ont été spoliés» | rendre | aux | Français | un |  |
| Société |  |  |  |  |  |
| Prostitution |  |  |  |  | Prostitution |
| *Pas de proposition* |  |  |  |  | *Pas de proposition* |
| Famille - Aides sociales |  |  |  |  | Famille - Aides sociales |

* Hausse progressive du plafond du quotient familial
* Mise en place d'une politique nataliste réservée aux familles françaises, en rétablissant l’universalité des allocations familiales et en maintenant leur indexation sur le coût de la vie

*Pas de proposition*

Famille - PMA, GPA Famille - PMA, GPA

* Maintien de l’interdiction de la GPA et réserve de la PMA comme réponse médicale aux problèmes de stérilité.
* Création d'une union civile (PACS amélioré) qui viendra remplacer les dispositions de la loi Taubira, sans eﬀet rétroactif

*Pas de proposition*

Famille - Autres Famille - Autres

* Rétablir la libre répartition du congé parental entre les deux parents
* Lancement d'un audit complet sur les structures d’accueil et de prise en charge des enfants

*Pas de proposition*

Education - Carte scolaire Education - Carte scolaire

*Pas de proposition*

- Réforme de la carte scolaire pour assurer une vraie mixité sociale

## Education - Collège Education - Collège

- Revalorisation du travail manuel par l’établissement de ﬁlières professionnelles d’excellence (suppression progressive du collège unique, autorisation de l’apprentissage à partir de 14 ans)

*Pas de proposition*

Education - Programmes Education - Programmes

* Enseignement de l'Histoire : promotion du «roman national» et refus des repentances de l'Etat «qui divisent»
* À l’école primaire, réserve de la moitié du temps d’enseignement au français, à l’écrit comme à l’oral. Suppression de l'enseignement des langues et cultures d’origine (ELCO)

*Pas de proposition*

Education - Enseignants Education - Enseignants

*Pas de proposition*

* Prime de 3 000 EUR net par an pour les enseignants en zone prioritaire Rep
* Création de 4000 à 5000 postes d'enseignants

Education - Absentéisme Education - Absentéisme

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Education - Numérique Education - Numérique

- Développement du mécénat populaire par la création d’une plate

-forme numérique dédiée

*Pas de proposition*

Education - Autres

* Scolariser ses enfants selon ses choix, tout en contrôlant plus strictement la compaptibilité avec les valeurs de la République des enseignements dispensés dans


## Education - Autres

* Dans les zone prioritaire Rep+. division par deux du nombre d'élèves en CP

-CE1 pour qu'il n'y ait pas plus de 12 élèves par enseignant

les établissements privés hors

-contrat

* Développement de l’alternance (contrat d'apprentissage, de professionnalisation) dans l'artisanat, le secteur public et privé
* Transfert aux établissements supérieurs d’enseignement général et professionnel la charge de trouver une oﬀre de stage à chaque étudiant
* Instauration du port de l'uniforme à l'école
* Développement du mécénat populaire par la création d’une plate

-forme numérique dédiée

* Lancement d'un grand plan national de création de ﬁlières (lycées, universités) des métiers d’art dans nos territoires et implanter un réseau de pépinières d’artistes sur tout le territoire. Restaurer une véritable éducation musicale généraliste dans les établissements scolaires

## Egalité - Droit des femmes

* Introduire la sélection au niveau du master à l'université
* Transfert aux régions de la gestion de l'enseignement professionnel
* Assumer l'autonomie des établissements scolaires, notamment au pédagogique
* Rétablissement des sections européennes et des classes bi

-langues

* Rétablissement des études dirigées «partout»
* Interdiction de l'usage des téléphones portables dans l'enceinte des collèg écoles primaires

## Egalité - Droit des femmes

|  |  |
| --- | --- |
| - Mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femme/homme | - Division par deux du nombre délèves par lcasse en CP et CE1 dans l |
| - Lutter contre l'islamisme «qui fait reculer les libertés fondamentales» des femmes | prioritaires. |
| - Rétablir la libre répartition du congé parental entre les deux parents. | - Ecriture d'une charte des droits et des devoirs pour donner du contenu à |
|  | d'égalité |

Santé - Hopital Santé - Hopital

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Santé - Tiers payant Santé - Tiers payant

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Santé - Deserts médicaux

* Relever le numerus clausus d’accès aux études de santé pour éviter le recours massif aux médecins étrangers
* Lutte contre les déserts médicaux en instaurant un stage d’internat dans les zones concernées, en permettant aux médecins retraités d’y exercer avec des déductions de

## Santé - Deserts médicaux

* Doublement des maisons de santé d'ici 2022 pour lutter contre les déserts m

charges et en y développant les maisons de santé

- Maintien au maximum des hôpitaux de proximité et augmentation des eﬀectifs de la fonction publique hospitalière

## Santé - Sécurité sociale Santé - Sécurité sociale

* Garantie de la Sécurité sociale pour tous les Français ainsi que le remboursement de l’ensemble des risques
* Création d'un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance aﬁn de permettre à chaque Français de se soigner et de vivre dans la dignité
* Vente des médicaments à l'unité
* Prise en charge à 100% des frais de lunettes, des prothèses dentaires et d d'ici 2022

Santé - Vieillesse/Dépendance Santé - Vieillesse/Dépendance

- Création d'un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance aﬁn de permettre à chaque Français de se soigner et de vivre dans la dignité

*Pas de proposition*

Santé - Fin de vie Santé - Fin de vie

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Santé - Handicap Santé - Handicap

* Revalorisation de l’Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), plus de moyens aux Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) et développement d'une prise en charge digne de l’autisme et des troubles du spectre autistique
* Accès facilité à l’emploi des personnes en situation de handicap
* Renforcement de la lutte contre toutes les discriminations liées aux handicaps et à la santé et étendre le droit à l’oubli aux majeurs en rémission d’aﬀection de longue durée, avec un délai maximal de 5 ans

*Pas de proposition*

Santé - Alimentation Santé - Alimentation

- Application du principe de précaution en interdisant les OGM

- D'ici 2022, 50 % des aliments des cantines scolaires ou d'entreprises dev

bio, écologiques ou issus des circuits courts.

Santé - Autres

Santé - Autres

- Baisse du prix des médicaments coûteux, développement de la vente à l’unité des médicaments remboursables (en imposant aux laboratoires l’adaptation de leurs chaînes de production)

-Supression de l'AME

* Création d'un service sanitaire de 3 mois pour tous les étudiantes en santé
* Plan d'innovation de 5 Mds euros en faveur de l'innovation médicale
* Paquet de cigarettes à 10 euros

Genre - Discriminations Genre - Discriminations

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Religion/Laïcité Religion/Laïcité

* Inscription dans la Constitution du principe: «La République ne reconnaît aucune communauté.»
* Extension de la laïcité à l’ensemble de l’espace public et l’inscrire dans le Code du travail

*Pas de proposition*

Immigration - Contrôles Immigration - Contrôles

- Remise en cause des accords de Shengen et reprise des contrôles aux frontières

*Pas de proposition*

Immigration - AME Immigration - AME

- Suppression de l’Aide Médicale d’État réservée aux clandestins, lutte contre la fraude avec la création d’une carte Vitale biométrique fusionnée avec le titre d’identité

*Pas de proposition*

Immigration - Droit du sol Immigration - Droit du sol

*Pas de proposition*

* Suppression du regroupement familial
* Suppression, dans le droit français, de la possibilité de régulariser des clandestins. Obligation, pour les demandeurs d'asile, de déposer leur demande dans une
* Limiter le nombre d’entrées légales sur le territoire français à 10.000 par an

ambassade de leur pays d'origine ou limitrophe

- Suppression du droit du sol. Suppression de la double nationalité extra européenne

## Immigration - Autres

Immigration - Autres

d’intégration

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| * Inscription dans la Constitution de la priorité nationale
* Promotion de l’assimilation républicaine, principe
 | plus | exigeant | que | celui | - Réduire les procédures de demande d'asile. |

## Logement

* Inscription dans la Constitution de la priorité nationale
* Faciliter l’accès à la propriété en renforçant les dispositifs de prêts aidés et en améliorant les conditions de rachat par les locataires de leur logement social pour parvenir à 1% du parc HLM vendu chaque année.
* Réduction des droits de mutation de 10%
* Faire de l’isolation de l’habitat une priorité budgétaire du quinquennat
* Regrouper en un seul ministère l’aménagement du territoire, les transports et le logement
* Rationalisation des normes d’urbanisme et de construction aﬁn de résorber les tensions sur le marché du logement.
* Veiller à la préservation de l’environnement et des espaces naturels protégés (littoral, montagne, etc.)

## Souﬀrance animale

* Faire de la protection animale une priorité nationale. Défendre le bien

-être des animaux en interdisant l’abattage sans étourdissement préalable et en remplaçant le plus possible les expérimentations animales.

* Refus du modèle des fermes

-usines, du type «ferme des 1000 vaches»

## Logement

* Création d'un bail mobilité, avec des droits restreints pour le locataire, rés publics les plus en diﬃcultés
* Augmenter l'oﬀre de logements pour à terme «débrancher» l'encadre loyers
* Lancer un grand plan de rénovation des passoires énergétiques : thermiquement les logements.

## Souﬀrance animale

* Interdiction de la vente en supermarché des oeufs de poules de batterie d'ic

# Environnement


## Grands principes Grands principes

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

OGM OGM

- Application du principe de précaution en interdisant les OGM

*Pas de proposition*

Climat - Accord de Paris Climat - Accord de Paris

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Energie - Nucléaire Energie - Nucléaire

* Modernisation et sécurisation de la ﬁlière nucléaire française
* Maintien du contrôle de l’État sur EDF
* Refus de la fermeture de la centrale de Fessenheim
* Réduction à 50% de «la part du nucléaire dans (la) production d'énergie»
* Fermeture de Fessenheim

Energie - Diesel Energie - Diesel

*Pas de proposition*

* Politique de convergence des ﬁscalités sur l'essence et le diesel sur 5 ans.
* Créer un bonus de 1000 euros, pour les ménages achetant des véhicules n neufs ou d'occasion.

Energie - Gaz de schiste Energie - Gaz de schiste

- Interdiction de l’exploitation du gaz de schiste.

- Interdire l'exploitation mais ne pas arrêter la recherche.

Energie - Autres

* Faire de l’isolation de l’habitat une priorité budgétaire du quinquennat

* Développement des ﬁlières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois…)
* Soutien de la ﬁlière française de l’hydrogène (énergie propre)

## Energie - Autres

* 15 milliards d'euros du plan d'investissement consacrés à la transition écolog
* Tenir l'objectif de 32% pour la part des énergies renouvelables dan énergétique d'ici 2030. Mettre en place une procédure simpliﬁée pour au production des énergies renouvelables.



Gaspillage

Gaspillage

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

## Transports Transports

- Renationalisation des sociétés d’autoroutes «pour rendre aux Français un patrimoine qu’ils ont ﬁnancé et dont ils ont été spoliés»

Réduction de moitié du nombre de jours de pic de pollution atmosphérique, remplacement des véhicules anciens via la création d'une prime de 1.000 E l'achat d'un véhicule moins polluant, neuf ou d'occasion.

Habitat Habitat

* Faire de l’isolation de l’habitat une priorité budgétaire du quinquennat
* Rationalisation des normes d’urbanisme et de construction aﬁn de résorber les tensions sur le marché du logement. Mais veiller à la préservation de l’environnement et des espaces naturels protégés (littoral, montagne, etc.)

- Rénovation d'un million de logements mal isolés

Investissements Investissements

- Créer un grand ministère de l’Outre

-mer et de la Mer aﬁn de valoriser la dimension maritime de la France et développer un vaste plan stratégique d’investissement autour de l’économie de l’or bleu.

- 15 milliards d'investissement consacrés à la transition énergétique

Fiscalité Fiscalité

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Notre-Dame-des-Landes Notre-Dame-des-Landes

*Pas de proposition*

- Nommer un médiateur 6 mois après l'élection pour étudier la moderni

l'aéroport existant.

Sécurité et Justice

Police Police

* Réarmement massif des forces de l'ordre

* Recrutement de 15 000 policiers et gendarmes
* Instauration la présomption de légitime défense pour les policiers
* Recentrer la police et la gendarmerie sur leur mission de sécurité publique en les libérant des tâches indues et administratives
* Rétablissement des services de renseignement de terrain pour lutter contre les traﬁcs criminels
* Désarmement des banlieues concernées par les traﬁcs, «reprise en main par l'Etat des zones de non

-droits» : cibler les 5000 chefs de bandes délinquantes et criminelles identiﬁées par le ministère de l'Intérieur. Aﬁn d'empêcher leur reconstitution, instaurer en complément de la peine pénale l'injonction civile d'éloignement

## Armée

* Recruter 10 000 policiers et gendarmes sur les trois prochaines années.
* Restaurer la police de proximité, la «police quotidienne de sécurité», avec délivrance des amendes et pouvoir d'injonction.
* Réorganiser les services de renseignement par territoire
* Rouverture de deux écoles de fonctionnaires de police

-

## Armée

* Augmenter le budget de la défense à 2% du PIB dès la première année (inscrits dans la Constitution). 3% vers la ﬁn du quinquennat
* Un second porte

-avions baptisé «Richelieu»

* Recentrer la police et la gendarmerie sur leur mission de sécurité publique en les libérant des tâches indues et administratives
* Revalorisation des pensions des anciens combattants en réallouant les crédits disponibles
* Assurance d'une capacité de Défense autonome dans tous les domaines. Plus d'indépendance aussi grâce à l'industrie française
* Porter progressivement le budget de la défense à hauteur de 2% du préciser l'échéance)
* Création d'un état

-major centralisé du renseignement rapportant directement au Conseil de auprès du président de la République

* Renforcement de la coopération européenne en matière de sécurité, cr

5.000 postes de policiers aux frontières au niveau de l'UE

Justice - Réformes pénales Justice - Réformes pénales

*Pas de proposition*

* «Tolérance zéro» : abrogation des lois pénales «laxistes» (ex. loi Taubira)
* Suppression des remises de peine automatiques
* Instauration de la réclusion criminelle à perpetuité réelle incompressible
* Suppression du versement des aides sociales aux parents de mineurs récidivistes en

cas de carence éducative manifeste

- Expulsion automatique des criminels et des délinquants étrangers. Peines purgées

Judsatniscele-pAayustrde'osrigine

## Justice - Autres

* Le budget de la Justice sera revalorisé de 25% en cinq ans
* Augmentation du nombre de magistrat : 20 magistrats pour 100 000 habitants en 2017
* Supression de l'Ecole nationale de la magistrature
* Création de 40 000 places de prison supplémentaires sur cinq ans
* Attachement de l'administration pénitentiaire au ministère de l'Intérieur, renfort du renseignement pénitentiaire

*Pas de proposition*

Cannabis Cannabis

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Service national Service national

- Création d'un service national universel d'un mois, sous l'égide de la police et de la gendarmerie, pour tous les jeunes hommes et femmes dans les trois ans suivant leur 18e anniversaire

*Pas de proposition*

Terrorisme

* Renforcer la lutte contre le cyber

-djihadisme

* Renforcer les moyens humains et techniques des services de renseignement intérieurs et extérieurs
* Interdiction et dissolution des organismes de toute nature liés aux fondamentalistes islamistes
* Expulsion de tous les étrangers en lien avec le fondamentalisme islamiste
* Fermeture des mosquées extrémistes. Interdiction de ﬁnancement public des lieux de culte et des activités culturelles
* Déchéance de nationalité française, expulsion et interdiction du territoire pour tout

## Terrorisme

* Création d'une cellule centrale de traitement des données de m renseignement
* Création de centres pénitentiaires ad hoc pour les «foreign ﬁghters»

binational lié à une ﬁlière djihadiste 

* Rétablissement de l'indignité nationale pour les individus coupables de crimes et

délits liés au terrorisme islamiste

# Institutions

## Institutions Institutions

- Pavoiser en permanence tous les bâtiments publics du drapeau français et en retirer le drapeau européen

*Pas de proposition*

Parlementaires Parlementaires

* Scrutin proportionnel à toutes les élections. A l'Assemblée, proportionnelle intégrale avec une prime majoritaire de 30% des sièges pour la liste arrivée en tête et un seuil de 5% des suﬀrages pour obtenir des élus.
* Abaisser le nombre de députés à 300 (contre 577) et le nombre de sénateurs à 200 (348 aujourd'hui).
* Introduction d'une dose de proportionnelle à l'Assemblée
* Non cumul dans le temps des mandats de parlementaires
* Interdiction pour les parlementaires d'exercer des activités de conseil.
* Fiscalisation de l'intégralité de la rémunération des parlementaires, no l'IRFM (indemnité représentative de frais de mandat).
* Fin du régime spécial de retraite des parlementaires.
* Interdiction pour les parlementaires d'employer des proches ou des membr famille

Rôle des citoyens Rôle des citoyens

* Elargir le champ d'application de l'article 11 de la Constitution, c'est à dire le recours au référendum.
* Créer un référendum d'initiative populaire sur proposition d'au moins 500 000 électeurs
* Introduire de la proportionnelle.
* Instaurer un compte rendu de mandat annuel du président de la Républiqu une commission de citoyens.

Exécutif Exécutif

*Pas de proposition*

* Limiter le nombre et la durée des mandats pour encourager le renouvelleme
* Nécessité d'avoir un casier judiciaire vierge pour accéder à des ministérielles

## Constitution

* Elargir le champ d'application de l'article 11 de la Constitution, c'est à dire le recours au référendum
* Inscription dans la Constitution de la priorité nationale

*Pas de proposition*

Collectivités

* Suppression des régions : conserver trois niveaux d'administration au lieu de six actuellement, communes, départements, Etat

## Constitution

Collectivités

-Une conférence territoriale tous les six mois pour discuter des compétenc conséquences de réformes avec les collectivités territoriales.

# Europe

## Travail Travail

* Suppression de la directive «détachement des travailleurs». Mise en place d'une taxe additionnelle sur l’embauche de salariés étrangers aﬁn d’assurer la priorité nationale à l’emploi des Français
* Inscription dans la Constitution française de la priorité nationale

*Pas de proposition*

Institutions Institutions

*Pas de proposition*

* Créer un gouvernement économique européen, doté de son propre budget.
* Créer un Parlement de la zone euro composé des membres du Parlement dont les pays appartiennent à la zone euro.
* Lancement dans toute l'Union européenne, dès la ﬁn des élections alle l'automne 2017, de conventions démocratiques, pour construire un projet commun ensuite soumis à la validation de tous les Etats membres

Budget Budget

*Pas de proposition*

- Augmenter le budget européen.

Elargissement

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Investissement

Elargissement 

Investissement

*Pas de proposition*

- Sortir les investissements d'avenir des critères de Maastricht. Mise en place d'investissement européen beaucoup plus puissant que le plan Juncker

Finance Finance

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Pas de proposition* | - Possibilité pour les Etats membres qui convergence ﬁscale, sociale et énergétique | le | souhaitent | d'aller | plus | loin |

Commerce Commerce

* Retour à une monnaie nationale
* Instauration d'un «protectionnisme intelligent» : soutien des entreprises face à la concurrence internationale déloyale
* Refus des traités de libre

-échange comme le Tafla ou le Ceta

*Pas de proposition*

Autres Autres

*Pas de proposition*

* Négociations avec partenaires européens et référendum en France pour un «projet

européen respectueux de l'indépendance de la France et des souverainetés nationales». Autrement dit, sortie de l'UE

* Retour à une monnaie nationale
* Pavoiser en permanence tous les bâtiments publics du drapeau français et en retirer le drapeau européen

International



Diplomatie

- Refus des traités de libre

-échange comme le Tafla ou le Ceta

*Pas de proposition*

Alliances

Diplomatie 

Alliances

- Sortie de l'OTAN

*Pas de proposition*

Engagements-Developpement Engagements-Developpement

- Créer un grand ministère de l’Outre

-mer et de la Mer aﬁn de valoriser la dimension maritime de la France et développer un vaste plan stratégique d’investissement autour de l’économie de l’or bleu.

*Pas de proposition*

Espace Espace

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Culture & Loisirs

Culture - Budget Culture - Budget

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Culture - Médias Culture - Médias

*Pas de proposition*

* Réforme du Conseil supérieur de l’audiovisuel (CSA) avec la création de trois collèges:

État, professionnels, société civile.

* Maintien de l'indépendance de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde. Maintien des chaînes de France TV, dont la nouvelle chaîne d'information en continu franceinfo ;
* Pas de hausse de la redevance télé et réduction du «nombre de très hauts salaires.»
* Simpliﬁcation des procédures en diﬀamation.

* Maintien des aides à la presse à condition de «démontrer que vous ne vivez pas à 100 % des subventions.»
* Instauration d'un «seuil de commandes de l'Etat» à partir duquel un industriel vivant de ces commandes ne puisse «pas acheter un groupe de presse.»
* Mise en place d'une garantie constitutionnelle des «libertés numériques.»

## Culture - Intermittents

Culture - Intermittents

- Création d’une carte professionnelle aﬁn de préserver ce régime tout en opérant un meilleur contrôle des structures qui en abusent

*Pas de proposition*

Culture - Publicité Culture - Publicité

*Pas de proposition*

*Pas de proposition*

Culture - Numérique Culture - Numérique

- Suppression de Hadopi et ouverture du chantier de la licence globale

*Pas de proposition*

Culture - Autres Culture - Autres

Sport

-end

## Sport

*Pas de proposition*

* Création d'un «pass culture» de 500 euros pour chaque Français l'année ans
* Extension des horaires des bibliothèques pour qu'elles soient ouvertes en s week

*Pas de proposition*

* Création d'un «contrat sportif de haut niveau» d’une durée de trois ans renouvelable

permettant aux sportifs amateurs représentant la Nation dans les compétitions internationales de vivre dignement et de se consacrer entièrement à leur discipline

* Soutient des petits clubs aﬁn de permettre la présence d’un maximum de joueurs

français dans les clubs professionnels et lutter contre la ﬁnanciarisation du sport

professionnel

- Renfort des actions contre la violence dans le sport amateur et respect strict de la

Copyright © 2017

LE PARISIEN

. Tous droits réservés.

Réalisé par la rédaction & la cellule data et innovation

